

CHAPITRE 2 : LES GRANDES DIVISIONS DU DROIT

Les règles de droit sont aujourd'hui nombreuses et une classification est nécessaire pour en faciliter la compréhension et le travail de recherche de la règle de droit applicable.

I. Le droit national et le droit international

Le **droit national ou droit interne** est le droit positif dans un État à un moment donné. C'est l'ensemble des règles en vigueur qui régissent les rapports entre individus à l'intérieur d'un État.

Le **droit international** est applicable lorsqu'il y a un élément d'extranéité, c'est-à-dire un élément étranger dans une situation juridique (personne, contrat, fait générateur...). Le **droit international privé** régit les rapports des particuliers entre eux (lorsqu'il existe un élément d'extranéité). Les rapports entre États sont régis par le **droit international public**.

Dans le droit international on retrouve également le **droit de l'Union européenne**, qu'on appelait droit communautaire. Ce droit est élaboré par les institutions européenne : Commission, Conseil de l'Union européenne et Parlement. Il est principalement sous l'autorité de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

II. Le droit public et le droit privé.

Le **droit privé** va régir les rapports entre les particuliers ou les collectivités privées (associations, sociétés). Le droit privé est marqué par un esprit libéral. Le **droit public** s'applique aux relations entre l'État et les usagers (Montesquieu parlait des rapports « *entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés* »). Le droit public est marqué par l'esprit de l'intérêt général.

Le droit public se décline en différentes branches, notamment :

- **Le droit constitutionnel** : La Constitution de 1958 organise le rôle et les règles de fonctionnement de l'État et des pouvoirs publics. La dernière modification de la Constitution date de la loi constitutionnelle du 23 juillet 2008, dite de « modernisation des institutions de la Ve République ». Le préambule de la Constitution renvoie à des textes fondamentaux (DDHC, Charte de l'environnement...) : c'est le **bloc de constitutionnalité**.
- **Le droit administratif** : organise les collectivités publiques (État, régions, département et communes) et les services publics, ainsi que leurs rapports avec les particuliers. Les décisions du Conseil d'État, juridiction suprême de l'ordre administratif, sont créatrices de normes administratives : c'est un droit jurisprudentiel.

- Le **droit fiscal** concerne principalement les règles de perception de l'impôt direct (directement payé par le contribuable au Trésor) et indirect (collecté par des intermédiaires).
- Les **finances publiques** : regroupent l'ensemble des règles gouvernant les finances de l'État, des collectivités locales, des organismes de sécurité sociale, des établissements publics et de toutes autres personnes morales de droit public.
- Le droit international public : concerne les rapports avec ou entre États lorsqu'un élément d'extranéité existe.

Certains auteurs considèrent également que les branches suivantes, peuvent être classés dans le droit public. On peut dire que ce sont **des disciplines mixtes** :

- Le **droit pénal** : définit les sanctions relatives aux atteintes à l'intérêt général, sous l'autorité de l'État, par l'intermédiaire des tribunaux. Les infractions peuvent apparaître dans d'autres textes que le Code pénal. Les infractions sont classées selon leur degré de gravité (contravention, délit, crime). Les juridictions compétentes, les sanctions encourues et les délais de prescription sont alors différents. L'un des principes les plus importants du droit pénal est le **principe de Légalité** : il n'existe pas d'infraction ni de peine sans texte.
- La **procédure pénale** : organise le déroulement de l'enquête et du procès devant les tribunaux judiciaires répressifs pour les infractions du droit pénal.
- La **procédure civile** organise le déroulement du procès devant les tribunaux judiciaires civils.

Le droit privé se décline également en différentes branches, notamment :

- Le **droit civil** : c'est le droit commun applicable aux relations entre particuliers (propriété, mariage, responsabilité civile...).
- Le **droit commercial** : branche du droit des affaires, régit l'exercice de la profession de commerçant et définit le régime juridique applicable aux actes de commerce. C'est après la Révolution française et la proclamation de la liberté du commerce et de l'industrie (décrets d'Allarde de 1791) que ce droit va connaître un essor plus important. La vie des affaires évoluant rapidement, c'est un droit extrêmement vivant.
- Le **droit du travail** : c'est l'ensemble des règles applicables dans les relations individuelles et collectives entre employeurs et salariés (ou syndicats). On retrouve aussi le droit social qui englobe le droit du travail, le droit de la sécurité sociale...
- Le **droit des sociétés** : régit la vie des sociétés (civiles et commerciales).
- Le **droit de la consommation** : regroupe les règles visant à protéger le consommateur.